

L'ÉDITO

DE GAUVAIN DOS SANTOS

Où s'arrêtera ce cycle de violence ?

Il n'est pas nécessaire d'avoir une boule de cristal pour prédire la détérioration d'une situation. La collecte et l'analyse des données permettent facilement de dessiner la forme que prendra un conflit en devenir.

À Anvers, la lutte contre la drogue n'est pas un fait nouveau. Cela fait des années que le bourgmestre Bart De Wever parle de faire la chasse aux Yoga snuivers, ces adeptes d'étirements tantriques qui, selon lui, aiment s'en foutre plein le pif avec des billets roulés. Le commerce qui permet aux consommateurs de cocaïne de s'intoxiquer nourrit une guerre permanente dans l'un des plus grands ports d'Europe. Ce conflit voit s'affronter entre eux les porteurs de cette économie souterraine, avec son lot de victimes collatérales ayant eu le malheur d'être au mauvais endroit au mauvais moment. Mais il se décline également de façon asymétrique entre des mafias aux moyens colossaux et une police exténuée qui annuellement égrène les morts et les saisies de coke comme un ecclésiastique répétant sa litanie.

Ce mardi, les services de douanes belges et néerlandais ont annoncé qu'elles avaient saisi un total de 160 tonnes de cocaïne dans les ports internationaux d'Anvers et de Rotterdam au cours de l'année 2022. Un record. Qui était prévisible. La PJ fédérale alerte depuis des mois sur une situation catastrophique.

Aujourd'hui, elle dévoile un peu plus son visage.

L'escalade de violence devient incontrôlable à Anvers

TRAFIC DE DROGUE

Les faits dramatiques survenus lundi soir mettent en lumière l'ampleur du phénomène au nord du pays.

La nouvelle année commence de la pire des manières à Anvers avec le décès d'une fillette de 11 ans, touchée lors d'une fusillade dans le district de Merksem ce lundi soir. Les autorités semblent bien impuissantes à juguler le trafic de drogue et les violences qui en découlent. L'année dernière, une saisie record de près de 110 tonnes de cocaïne a été réalisée au port d'Anvers, plus que jamais plaque tournante en Europe et dans le monde.

Les faits survenus lundi soir mettent en lumière l'ampleur du phénomène au nord du pays. Selon le juge d'instruction Michel Claise, cette escalade de violence va encore être intensifiée "si l'on continue à négliger l'impact financier de ce trafic". "L'escalade de violence s'intensifie depuis un certain nombre d'années. Ces trafics rapportent énormément d'argent et les nar-



■ Michel Claise.

© J.C. QUILLALUME

cotrafiquants travaillent avec un sentiment d'impunité car il n'y a pas de réaction appropriée de la part des autorités politiques, policières et judiciaires", explique-t-il.

► "S'attaquer au blanchiment d'argent et à la corruption."

"Tant que l'on n'attaque pas ces réseaux à la racine, en s'attaquant à la problématique du blanchiment d'argent et à la corruption, la situation va continuer à s'envenimer. On arrive à un point tel qu'une fillette a été tuée et qu'un ministre de la Justice fait l'objet de tentatives répétées d'enlèvements. Les curseurs n'ont jamais été autant dans le rouge", poursuit Michel Claise. "En matière de blanchiment d'argent, il faut intensifier la recherche des intermédiaires financiers qui permettent ces blanchiments. Des techniques proactives pour les débusquer n'ont jamais été appliquées. En matière de corruption, il y a des indices bien visibles de vérification des person-

nes qui sont concernées et qui mènent des trains de vie qui ne correspondent pas à la réalité. Il y a une urgence absolue à procéder à ces détections afin de mettre fin à ces réseaux criminels."

Il plaide de longue date pour la création d'un parquet national financier afin de traiter ce type d'affaires. "La jus-

tice manque cruellement de moyens et il faut permettre aux enquêteurs de faire leur travail plus rapidement. On travaille toujours sur le dossier du réseau Sky ECC (une plateforme de communication utilisée par les cartels, NdIR) mais avec un même nombre de policiers alors que

le nombre de dossiers a quadruplé. Il n'y a aucun renfort prévu à cet égard", poursuit Michel Claise. "Enfin, il convient de prendre des mesures au niveau international par rapport aux États qui sont protecteurs de ce type de situation. Il s'est passé un tas de choses choquantes à Anvers ces dernières années et il

faut que les autorités politiques le comprennent."

► La jeune victime est la nièce d'un éminent baron de la drogue

Il n'y a à ce stade pas d'éléments indiquant que la famille victime lundi soir d'une attaque par balles à Merksem

est impliquée dans un trafic de drogue, a indiqué mardi le parquet d'Anvers. La fusillade est survenue chez la sœur d'Othman E. B., un trentenaire de Borgerhout recherché par la justice anversoise pour trafic de drogue et qui réside à Dubaï. Firdaous, la nièce d'Othman E. B., a perdu la vie. Ses deux sœurs âgées de 13 et 18 ans ont également été blessées dans cette fusillade dont on ignore les auteurs, tandis que leur père de 58 ans a été légèrement blessé.

Le parquet a ouvert une enquête pour assassinat et tentative d'assassinat. L'autopsie du corps de l'enfant a révélé que la victime avait été mortellement touchée par balles. On pensait dans un premier temps que la jeune fille n'avait pas été directement touchée par un tir, mais avait succombé à l'explosion d'un four à micro-ondes touché par un projectile. D'après les résultats de l'autopsie, il s'avère que la victime a finalement été touchée par les balles. "Cinq douilles de balles ont été retrouvées devant la maison", précise encore le parquet. "Sur la base de ces douilles de balles, on soupçonne qu'il s'agit de munitions de guerre."



► Une fusillade survenue dans le district de Merksem a coûté la vie à la

nièce d'un baron de la drogue qui vit à Dubaï. © PHOTO NEWS

Arnaud Farr

Le fédéral n'enverra pas l'armée dans les rues pour contrer la menace

Le politique appelle à mettre davantage de moyens pour les forces de l'ordre.

Dans le monde politique, le constat est unanime: les forces de l'ordre sont débordées par l'ampleur de la violence criminelle qui régent le trafic de drogue à Anvers. La police est incapable de faire face à des bandes criminelles armées jusqu'aux dents, aux ressources nettement plus importantes que les leurs. Il manque quelque 1000 équivalents temps plein à la police judiciaire fédérale (PJF) pour

qu'elle puisse mener ses missions correctement, alerte depuis des mois son directeur Eric Snoeck. Faut-il dès lors appeler l'armée en renfort de la police? Faut-il déployer les militaires dans les rues d'Anvers? Pas en core, freine le monde politique.

Pour la ministre de la Défense, la "question ne se pose pas" car la situation d'Anvers relève d'un problème de cri-

minalité grave et organisée. "Toute comparaison avec la période post-attentats du 22 mars 2016 serait incorrecte", explique Ludivine Dedonder (PS). "À ce moment-là, la décision du gouvernement de déployer des militaires à des endroits spécifiques, dans différentes villes, pour y mener des missions de surveillance dynamique et statique, reposait sur les conclusions de l'OCAM. Ce n'est qu'en cas de crise de sécurité nationale et de menace, aiguë et concrète, reposant sur les analyses de l'OCAM que la Défense peut éventuellement être employée pour renfor-

cer les forces de police."

"Cette question n'est pas à l'ordre du jour. Les militaires ne sont ni formés ni équipés pour réaliser des missions de police", nous répond Annelies Verlinden (CD&V), ministre de l'Intérieur. "À la fin de la législature, les différentes PJF se verront renforcées par 400 nouveaux collègues, dont une centaine pour la PJF d'Anvers."

Aux yeux de Denis Ducarme (MR), la réponse des ministres de l'Intérieur et de la Justice n'est pas à la hauteur du conflit. L'ancien ministre fédéral appelle à financer davantage

d'effectifs et à mettre plus de moyens dans la guerre. "Lors de l'opération de démantèlement du réseau Sky ECC, des experts numériquement ont passé tant de nuit à travailler qu'ils ont fini en burn out."

Un point que partage la députée Vanessa Matz (Les Engagés). "Ce n'est pas quelques millions en plus donnés aux forces de l'ordre qui vont nous permettre de nous en sortir face à une mafia avec des moyens colossaux. Il faut mieux équiper la PJF."

Georges-Louis Bouchez estime que l'on est dans "une société en Belgique qui ne punit pas

assez durement les criminels". Le problème, "ce sont ces dealers qui se promènent en BMW dans les cités", poursuit le président du MR. "Bien sûr qu'il faut les choper. On trouve dans certaines rues dix snacks qui vendent exactement la même chose et personne ne se pose la question de comment ils arrivent à tenir? Que fait le gouvernement? Il met des moyens pour avoir des contrôles fiscaux chez les honnêtes gens, mais on ne voit jamais de contrôles fiscaux dans ces commerces. Que les administrations fassent aussi leur boulot."



► Ludivine Dedonder ne va pas mobiliser l'armée. © PHOTO NEWS

GDS

